

inondations de juin 1957 dans les départements alpins, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à étendre la présente législation aux glissements de terrains survenus pendant l'hiver 1954-1955 dans les départements de la Dordogne, des Ardennes et de la Corrèze* [4 mars 1958] (p. 1179); *le retire* (ibid.); *Son sous-amendement à l'amendement de M. Caillavet tendant à insérer après les mots « sinistrés par inondations » les mots « et glissements de terrains »* (p. 1185); — d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales, Art. 18 : *Sa motion tendant à disjoindre cet article (Taux de la taxe sur la publicité et l'affichage)* [19 mars 1958] (p. 1721, 1722). — Pose à M. le Président du Conseil une question relative au budget de la Radiodiffusion-télévision française (Rétablissement des services rendus aux administrations publiques) [26 mars 1958] (p. 1978, 1979).

DEVINAT (M. Paul), *Député de Saône-et-Loire (Rad.-Soc. puis G.D.R.S.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission des affaires étrangères [7 février 1956] (p. 214), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions [4 octobre 1957] (p. 4503) (1). — Est élu : Vice-Président de la Commission des affaires étrangères [18 octobre 1957] (p. 4536); représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [23 février 1956] (p. 458). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale [21 février 1956] (p. 409), [18 octobre 1957] (p. 4537). — Est élu représentant de la France à l'Assemblée unique des communautés européennes [13 mars 1958] (p. 1583).

Dépôts :

Le 3 juillet 1956, une proposition de loi tendant à la prorogation des délais impartis par la

loi n° 53-1244 du 17 décembre 1953 relative aux forclusions encourues du fait des grèves survenues au mois d'août 1953, n° 2386. — Le 10 juillet 1957, une proposition de loi relative à l'intervention des collectivités locales dans le domaine économique, n° 5417. — Le 26 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2780) autorisant le Président de la République à ratifier le traité de cession des Etablissements français de Pondichéry, Karikal, Mahé et Yanaon, signé à la Nouvelle-Delhi le 28 mai 1956, n° 5699. — Le 27 février 1958, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 6657) concernant la désignation des membres français de l'Assemblée unique des Communautés européennes, n° 6747.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi-cadre concernant les territoires d'outre mer : *La nécessité d'une loi-cadre ; le rôle d'arbitre des Gouverneurs ; la représentation des minorités ; l'esprit de Bandoeng* [20 mars 1956] (p. 1088, 1089); Art 3 : *Son amendement (Substitution progressive des fonctionnaires d'origine locale aux fonctionnaires métropolitains)* [22 mars 1956] (p. 1173); *le retire* (ibid.); Art. 5 : *Amendement de M. Jean-Marie Louvel (Avis conforme des Commissions des finances sur les décrets envisagés)* (p. 1197); *Ses explications de vote* (p. 1210); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Depreux : rapports franco-marocains; mobilisation de l'opinion pour combattre le défaitisme* [5 juin 1956] (p. 2317, 2318); — d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures les plus énergiques devant la situation créée par le coup de force accompli sur le canal de Suez : *Position du groupe radical* [2 août 1956] (p. 3846). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences de la crise du Moyen-Orient pour nos ressources en énergie [16 novembre 1956] (p. 4766). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le traité d'amitié de

(1) *Démisionnaire* [16 mai 1958] (p. 2363).

bon voisinage signé entre la France et le Royaume-Uni de Libye : *Nécessité d'ajourner la ratification jusqu'à la délimitation exacte des frontières ; contrebande d'armes ; propriétés de gisements pétroliers ; appui possible de Londres et de Washington* [22 novembre 1956] (p. 5023) ; — du projet de loi sur la ratification des accords sur la Sarre et la canalisation de la Moselle : *Ses explications de vote* [12 décembre 1956] (p. 5912) ; — d'un projet de loi créant une organisation commune des régions sahariennes : *Choix nécessaire entre la nationalisation du Sahara et la constitution d'une communauté d'intérêt ; contrôle de l'O. C. ; pouvoirs accordés au délégué général ; problème posé par le maintien de la sécurité ; rôle du comité technique de direction ; appel nécessaire aux capitaux étrangers* [13 décembre 1956] (p. 5946, 5947) ; Art. 9 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Hénault (Rôle du Bureau industriel africain)* [14 décembre 1956] (p. 6011) ; — des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : *Ses observations sur les conséquences économiques de la fermeture du canal de Suez (Approvisionnement et transport du pétrole, diminution d'activité probable de l'industrie automobile) ; la nécessité d'exploiter toutes les ressources énergétiques de la France (Pétrole de Parentis, gaz de Lacq, charbon du Jura)* [18 décembre 1956] (p. 6107) ; *La construction de gros pétroliers ; la diminution des recettes budgétaires ; le déséquilibre accentué de la balance des paiements ; le bouleversement apporté à l'économie mondiale (Rôle plus important du Japon en Asie, installation de la Russie au Moyer-Orient, dépendance accentuée de l'Europe par rapport aux Etats-Unis) ; la nécessité d'une politique européenne de l'énergie* (p. 6109) ; — en deuxième examen, de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de l'A. O. F. et de l'A. E. F. ; Art. 45 : *Son amendement tendant à mettre à la disposition des territoires la totalité des redevances et des droits de sortie perçus sur les produits miniers et pétroliers* [12 mars 1957] (p. 1457, 1458) ; *le modifie* (p. 1459) ; — en premier examen, de la proposition de décision sur le décret n° 57-242 du 24 février 1957 soumis à l'examen du Parlement en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 relatif au régime des substances minérales dans les territoires d'outre-mer : *Son*

article additionnel concernant les motifs de déchéance des concessionnaires et le retrait du permis de recherches ou d'exploitation (Modification de l'art. 18 du Code minier) [12 avril 1957] (p. 2279) ; *Suppression de la condition d'activité contraire à l'intérêt général* (ibid.) ; *Infraction à la réglementation applicable aux diverses substances énoncées à l'article 26 du Code minier* (ibid.) ; *le modifie* (p. 2280). — Pose à M le Ministre des Affaires étrangères une question orale relative à l'accord culturel avec la Roumanie [17 janvier 1958] (p. 116). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la révision constitutionnelle : *Revision du Titre VIII de la Constitution spécifiée dans la loi-cadre sur les territoires d'outre-mer ; création d'une sorte de commonwealth du type fédéral ; application des paragraphes 17 et 18 du préambule de notre Constitution* [18 février 1958] (p. 844, 845, 846) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à rendre recevables les propositions tendant à renforcer le contrôle des dépenses du Parlement* [11 mars 1958] (p. 1526) ; *le retire* (ibid.) ; — d'urgence, d'un projet de loi relatif à la représentation française à l'Assemblée unique des Communautés européennes, en qualité de Rapporteur ; Art. 2 : *Amendement de M. de Menthon tendant à faire élire un nombre de suppléants égal à celui des titulaires ; utilité des suppléants (Lourde charge des représentants, question de la représentation des députés d'outre-mer)* [4 mars 1958] (p. 1192, 1193) ; *Abandon de la désignation de suppléants ; proposition faite à l'Assemblée unique de donner un avis favorable à cette procédure* (p. 1194). = S'excuse de son absence [17 avril 1956] (p. 1274), [28 juillet 1956] (p. 3716), [17 janvier 1957] (p. 89), [19 juin 1957] (p. 2737), [5 décembre 1957] (p. 5149), [16 janvier 1958] (p. 71), [27 mars 1958] (p. 2018). = Obtient des congés [17 avril 1956] (p. 1274), [17 janvier 1957] (p. 89), [19 juin 1957] (p. 2737), [5 décembre 1957] (p. 5149) ; [16 janvier 1958] (p. 71), [27 mars 1958] (p. 2018).

DEWASMES (M. Darsyle), Député du Nord (S.).

Son élection est validée [14 mai 1958] (p. 2300). = Est nommé membre de la Commis-